Ecosocialisme : un débat stratégique

jeudi 19 novembre 2020, par Socialist Resistance (Britain) (Date de rédaction antérieure : 30 octobre 2020).

Cet article a été écrit pour être discuté lors d'une conférence du réseau Socialist Resistance en novembre 2020.

Sommaire

- La nature de la crise
- Multidimensionnel
- Changement climatique
- Le rapport spécial du GIEC sur
- Le rôle de la gauche
- Le jamais assez bien
- Faire payer les pollueurs pour
- Un véritable changement (...)

Ceux d'entre nous qui habitent la planète Terre au XXIe siècle sont confrontés à un énorme problème. Notre propre espèce, l'*homo sapiens* (l'homme moderne), détruit la planète à un rythme toujours plus rapide et plus destructeur.

Si cela continue, la capacité de la planète à maintenir la vie (la vie humaine en particulier) pourrait disparaître d'ici quelques décennies. Nous sommes les premiers à disposer des informations nécessaires pour comprendre toute l'ampleur de cette crise, et nous sommes probablement les derniers à avoir la possibilité de faire quelque chose pour y remédier. Aucune autre génération n'a été confrontée à un tel défi ni à une telle responsabilité.

La science nous dit que nous avons dix ans pour contenir l'augmentation de la température mondiale à un maximum de 1,5°C. Après cela, un processus de rétroaction dangereux et irréversible pourrait prendre le dessus.

Les records de température continuent d'être battus avec une régularité effrayante. Les inondations, les sécheresses et les feux de forêt sont plus intenses et plus fréquents. Au moment où nous écrivons ces lignes, la côte Ouest des Etats-Unis est confrontée à des incendies catastrophiques qui ont consumé plus de 3 millions d'hectares – qualifiés d'« apocalyptiques » par un sénateur de l'Oregon. Une catastrophe similaire a lieu dans le Pantanal brésilien, la plus grande zone humide tropicale du monde, où des milliers d'incendies brûlent de manière incontrôlée.

La glace de mer arctique aura bientôt disparu. Certaines parties de l'Antarctique se réchauffent 5 fois plus vite que le reste de la planète. Les calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique sont toutes deux déstabilisantes – dont la fonte ferait monter le niveau de la mer de 20 mètres. Cela effacerait des pans entiers des régions les plus densément peuplées du globe. Le permafrost mondial fond aujourd'hui 50% plus vite qu'on ne le pensait auparavant, ce qui pourrait libérer de grandes quantités de méthane, un puissant gaz à effet de serre (GES). Ici, en Grande-Bretagne, cet été, nous avons enregistré un nombre record de jours où la température a dépassé 34 °C.

Le point de départ pour aborder tout cela est une vision écosocialiste du monde. Mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Si le concept est aujourd'hui plus largement accepté que jamais, il n'y a pas encore de point de vue commun sur ce qu'il implique exactement. Pour certains, cela signifie simplement prendre la lutte environnementale plus au sérieux, pour d'autres (dont nous), cela redéfinit le projet socialiste. Nous ne sommes plus engagés dans une lutte visant « simplement » à mettre fin au capitalisme et à le remplacer par une société démocratique et socialement juste. La tâche aujourd'hui est de remplacer le capitalisme par une société durable à long terme et capable de construire une nouvelle relation, non exploitante, entre les êtres humains et la nature.

En attendant, une possibilité majeure de décarboniser l'économie mondiale est en train d'être gaspillée en ce moment même. Il s'agit d'un crime contre l'humanité. Des billions de dollars vont être dépensés par les gouvernements pour reconstruire après la crise du covid. Au lieu de saisir l'opportunité de commencer à construire un avenir durable à faible émission de carbone, selon une nouvelle relation avec la nature, cet argent est utilisé (scandaleusement) pour reproduire le même paradigme désastreux avec la croissance comme objectif central. À mesure que l'économie mondiale se développe – en supposant qu'elle survive au Covid-19 –, le réchauffement climatique et la destruction de l'environnement se développent également. Les ressources naturelles sont surexploitées jusqu'à l'épuisement. Plus de déchets sont déversés dans la biosphère qu'elle ne peut en absorber, ce qui entraîne des dysfonctionnements et des effondrements.

La nature de la crise

Certains, à gauche, affirment que nous sommes confrontés à une triple crise : la plus grande crise économique depuis 300 ans, une crise écologique existentielle et une crise sanitaire découlant du Covid-19. Il y a cependant deux réserves importantes à cette analyse.

Premièrement, si nous n'avons que dix ans pour atteindre le niveau zéro de carbone, il sera trop tard après la révolution. On ne peut pas construire le socialisme sur une planète morte. Notre tâche consiste donc à forcer les élites à procéder à des changements structurels majeurs, ici et maintenant, alors que le capitalisme existe encore – y compris la décarbonisation complète de l'économie mondiale et son remplacement par des énergies renouvelables.

Deuxièmement, nous devons insister sur le fait que le Covid-19 n'appartient pas à une catégorie sanitaire distincte, mais qu'il est un élément fondamental de la crise écologique elle-même. Après tout, la définition de l'« écologie » est la relation entre les organismes vivants.

Une telle approche nous permet de situer le danger croissant de propagation des agents pathogènes zoonotiques à d'autres espèces. Ils sont le résultat de la destruction de la nature, à l'échelle industrielle, tant par l'agriculture occidentale industrialisée – notamment par l'intensification de la production de viande et la déforestation – que par les marchés asiatiques humides [par exemple marchés chinois en plein air qui proposent la viande fraîche, des fruits de mer, à l'opposé des produits emballés, « secs »] et le commerce de viande de brousse. Ces facteurs sont aggravés par l'augmentation de la densité de la population – en particulier la densité urbaine qui augmente deux fois plus vite que la densité mondiale. Cette situation est encore renforcée par les niveaux sans précédent de connectivité mondiale qui existent aujourd'hui – en particulier les transports aériens.

Cette approche nous permet également de reconnaître que de telles pandémies ne peuvent être évitées, en fin de compte, que par une relation entre les êtres humains et le monde naturel complètement différente de celle qui existe à l'heure actuelle. Tant que la relation présente se poursuivra (ou quelque chose de semblable), il n'y aura pas de solution. Les scientifiques estiment

que nous pourrions bientôt être confrontés chaque année à cinq agents pathogènes potentiellement mortels qui se propagent à partir d'autres espèces et dont l'un pourrait dégénérer en une pandémie désastreuse.

Multidimensionnel

Cette complexité est aggravée par la nature multidimensionnelle de la crise écologique elle-même – qui ne peut être réduite au changement climatique, aussi important soit-il. La crise écologique prend la forme d'une série de crises parallèles, chacune étant capable de menacer la vie sur la planète à part entière. Ces menaces ont été identifiées par le Stockholm Resilience Centre comme des « frontières planétaires », dont le franchissement peut causer des dommages irréversibles aux écosystèmes de la planète.

D'autres espèces s'éteignent à un rythme 100 à 1000 fois plus rapide que le rythme « naturel » ou « taux d'extinction de fond » [proportion d'espèces qui disparaît en l'absence de facteurs humains et hors période de catastropes]. Il s'agit de la « sixième extinction de masse », le plus grand événement d'extinction depuis la disparition des dinosaures il y a 65 millions d'années. Le rapport 2020 du Fonds mondial pour la nature (WWF) sur la planète vivante, publié en avril de cette année, révèle que les mammifères, les oiseaux, les amphibiens, les reptiles et les poissons ont subi un déclin des deux tiers en moins d'un demi-siècle [voir à ce sujet l'article publié sur ce site en date du 5 octobre 2020].

La demande en eau douce a longtemps dépassé la reconstitution des stocks. D'ici 2025 (selon les Nations unies), on estime que 1,8 milliard de personnes vivront dans des régions confrontées à de graves pénuries d'eau, les deux tiers de la population mondiale vivant dans des régions en situation de stress hydrique. À mesure que les rivières s'assèchent, les conflits liés à l'eau s'intensifient. Dans trois pays seulement – l'Inde, la Chine et le Pakistan – les agriculteurs pompent environ 400 kilomètres cubes [1 km cube vaut 1 milliard de mètres cubes] d'eau souterraine par an.

(Au moment où nous écrivons ces lignes, au Mexique, les agriculteurs lancent des bombes à essence, mettent le feu à des véhicules, bloquent des autoroutes et attaquent les postes de péage des autoroutes, à cause du détournement de l'eau du barrage de La Boquilla [sur le Rio Conchos à Chihuahua] vers les États-Unis alors que le Mexique lui-même connaît une grave sécheresse.)

Le problème consistant à nourrir les 7,6 milliards d'habitants d'aujourd'hui, et potentiellement 10 milliards d'ici la fin du siècle, sans détruire la biosphère de la planète dans le processus, n'est toujours pas résolu. L'agriculture industrialisée utilise 70% de toute l'eau douce disponible et est responsable de 60% de la perte de biodiversité mondiale et de 70% de la déforestation. Elle utilise également des quantités toujours plus importantes d'engrais azotés avec une efficacité de plus en plus réduite. En conséquence, une proportion plus importante que jamais se déverse dans les rivières et les océans, avec des résultats catastrophiques [voir à ce propos la série d'article de Ian Angus publiés sur ce site en date des 3, 4, 5 et 19 octobre 2019].

Fait remarquable, les émissions de gaz à effet de serre (GES) (CO_2 et méthane) générées par la production de viande sont plus importantes que celles générées par l'ensemble du système de transport mondial combiné : voitures, camions, trains, bateaux et avions !

Le ruissellement de l'engrais azoté utilisé dans l'alimentation du bétail pour la production de viande crée des zones mortes océaniques – une nouvelle forme de pollution effrayante. Il existe aujourd'hui 405 zones mortes couvrant 95 000 miles nautiques carrés dans lesquelles tout est mort dans les couches inférieures par manque d'oxygène. Si l'on ajoute à cela la hausse de la température de la

mer et l'acidification des océans, l'ampleur du problème est évidente. Les récifs coralliens, par exemple, l'un des écosystèmes les plus prolifiques de la planète pourrait disparaître d'ici quelques années [voir sur ce site la série d'articles sur la Triple crise dans l'océan anthropocène, les 10, 23 septembre et 26 octobre 2020]. L'industrie de la viande, rappelons-le, ne se contente pas de polluer nos océans, de détruire nos sols et de nuire à notre santé ; elle facilite le déversement de dangereux agents pathogènes qui menacent notre existence même.

Nous devons exiger la fin de cette agriculture et son remplacement par la « souveraineté alimentaire », un terme inventé par la Via Campesina en 1996, qui permettrait à ceux qui produisent, distribuent et consomment la nourriture de contrôler les mécanismes de production et de distribution.

Nous nous félicitons de la tendance à la réduction de la consommation de viande et de produits laitiers, compte tenu de leur impact sur le monde naturel et du niveau d'émissions de gaz à effet de serre et de consommation d'eau que cela implique. Bien que le véganisme et le végétarisme ne suffisent pas en soi, nous soutenons les politiques visant à rendre largement disponibles des alternatives saines et abordables aux produits animaux, par exemple dans les écoles et les hôpitaux.

Changement climatique

La COP22 de Paris en décembre 2015 s'est déroulée dans l'ombre des échecs de Kyoto [COP3, 1997] et de Copenhague [COP15, 2009]. Dans la période qui a précédé, des mobilisations de masse ont eu lieu dans le monde entier pour exiger des initiatives décisives. Londres a connu la plus grande manifestation sur le climat jamais organisée, avec 70 000 personnes dans les rues. Des manifestations et des protestations ont eu lieu à Paris même pendant la COP, malgré l'imposition de l'état d'urgence par le gouvernement français à la suite des attentats terroristes qui avaient fait 130 morts le mois précédent.

La principale proposition faite à la COP de Paris était de limiter le réchauffement climatique à une augmentation maximale de la température, par rapport au niveau préindustriel, « bien en dessous de 2°C ». Il s'agissait d'une avancée par rapport à l'objectif de Copenhague qui avait été de limiter l'augmentation à 2°C maximum. Toutefois, les pays et les États insulaires les plus menacés par l'élévation du niveau de la mer, dont certains sont menacés de submersion imminente, ont opposé une résistance acharnée à cette proposition. Ils se sont organisés au sein de ce qu'ils ont appelé la « High Ambition Coalition », dirigée par les îles Marshall. Ils ont mené une lutte féroce pour une augmentation maximale de 1,5°C au lieu de 2°C autour du slogan « 1,5°C pour rester en vie ».

Au final, il y a eu une dérobade et les deux objectifs ont été acceptés, mais pas sur un pied d'égalité. L'objectif principal serait « bien en dessous de 2°C » et une limite supplémentaire de 1,5°C a été acceptée comme « aspiration » : « en reconnaissant que cela réduirait de manière significative les risques et les impacts du changement climatique ». Il s'agit néanmoins d'un gain important. Une fois adoptée, même si elle était imparfaite, elle ne disparaîtrait pas.

Paris a également été la première fois que l'on reconnaissait unanimement ce que les climatologues et les militants du climat disaient depuis de nombreuses années : le changement climatique anthropique est une menace réelle et urgente et aura des conséquences désastreuses pour des centaines de millions de personnes si l'on ne met pas fin à l'utilisation des combustibles fossiles. Pour la première fois également, lors d'une COP, ni le fondement scientifique du réchauffement climatique, ni son caractère anthropique n'ont été contestés. C'est un grand pas en avant et un coup dur pour les climatosceptiques.

Ces progrès n’ont toutefois pas été reflétés dans les décisions pratiques prises à Paris. Les INDC (Intended Nationally Determined Contributions) adoptées étaient totalement inadéquates et n’entraîneraient pas une augmentation de la température mondiale de 2°C d’ici à la fin du siècle – bien loin de 1,5°C – mais un désastreux 3,4°C dont il serait impossible de revenir en arrière. Comme les émissions de combustibles fossiles ont encore augmenté de 4% depuis lors, elles devraient diminuer de 7,6% chaque année d’ici à 2030 pour rester dans les limites du plafond de 1,5 °C. Nous avons donc une montagne à gravir à Glasgow [COP26, en novembre 2021] l’année prochaine, lorsque les INDC devront être modernisés pour devenir un instrument capable de s’attaquer réellement au problème.

Le rapport spécial du GIEC sur le réchauffement climatique

Deux ans plus tard, en octobre 2018, l’enjeu a été revu à la hausse avec la publication du rapport spécial du GIEC sur le réchauffement climatique (Special Report on Global Warming) – qui a officiellement adopté l’objectif de 1,5°C, et a conclu, par ailleurs, que nous n’avions que 12 ans pour le mettre en œuvre, puisque des points de basculement cruciaux pourraient entrer en jeu dès 2030.

L’objectif de zéro carbone d’ici 2030 est cependant un défi majeur. Il s’agit mettre en œuvre très rapidement des changements structurels majeurs à tous les niveaux de la société. Cela signifie exiger des investissements gouvernementaux massifs dans des systèmes énergétiques entièrement basés sur les énergies renouvelables. Cela signifie un important transfert de richesse vers les pays pauvres afin de faciliter leur transition et de les élever vers les niveaux de développement occidentaux. Cela signifie également que des réductions majeures de l’utilisation et du gaspillage de l’énergie doivent accompagner l’introduction du nouveau système.

Le rapport du GIEC l’a exprimé ainsi : « Pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C sans dépassement (ou avec un dépassement limité), il faudrait des transitions rapides et profondes dans les domaines de l’énergie, des terres, des infrastructures urbaines et des infrastructures (y compris les transports et les bâtiments), ainsi que des systèmes industriels. Ces transitions systémiques sont sans précédent en termes d’échelle, mais pas exclusivement en termes de rythme, et impliquent des réductions d’émissions importantes dans tous les secteurs, un large éventail d’options d’atténuation et une augmentation significative des investissements dans ces options. »

Cela implique également, il faut le dire, le rejet du concept de carbone « net-zéro » (c’est-à-dire la prise en compte des compensations) qui n’est qu’une clause échappatoire pour contourner des objectifs importants.

La gauche, cependant, devra relever sensiblement son niveau d’engagement si elle veut jouer un rôle significatif dans cette lutte. Son niveau d’implication actuel est loin d’être une réponse proportionnée à une menace existentielle pour la vie sur la planète. Cela reflète le bilan désastreux de la gauche dans la seconde moitié du XXe siècle, lorsqu’elle a non seulement évité le mouvement environnemental émergent des années 60, 70 et 80 – souvent en qualifiant les personnes impliquées de libéraux de la classe moyenne – mais qu’elle a pleinement adhéré à la croissance dominante et au programme productiviste de l’époque, dont elle n’a commencé à se défaire que ces dernières années. Cela s’applique à la fois à la gauche radicale et à la gauche sociale-démocrate du Parti travailliste et des syndicats.

_Le rôle de la gauche

En 1976 – soit 14 ans après la publication du livre de Rachel Carson, *Silent Spring* (1962) ; en français *le Printemps silencieux*, publié en 2020 par Wildproject Editions – The Alternative Economic Strategy (AES), la bible de la gauche benniste [de Tony Benn] au sein du Parti travailliste et des syndicats était entièrement basée sur la croissance et le productivisme. Son chapitre clé « Une politique d'expansion » nous le dit : « La base essentielle de toute stratégie économique alternative doit être une politique d'expansion économique planifiée ». L'environnement, en revanche, n'était pas mentionné une seule fois dans ses 150 pages. Des mises en cause de cela s'affirmèrent, notamment sous l'impulsion de Raymond Williams [1921-1988], dont le travail dans le cadre de la Socialist Environment and Resources Association, dans les années 1980, a pris une tout autre tournure. Malheureusement, c'est l'approche de l'AES qui est encore largement suivie lorsque des syndicats comme UNITE sont aujourd'hui confrontés à des licenciements dans le secteur de l'aviation ou de l'automobile, ainsi les politiques de la *Just Transition* n'y trouvent pas leur compte.

Aujourd'hui, la gauche radicale reste en retrait. Elle n'a toujours pas de stratégie de sortie de l'énergie fossile qui aille au-delà des appels au changement du système mondial. Elle continue également à fuir une approche transitoire – qui est l'élément stratégique clé de la lutte écologique.

Une approche transitoire reconnaîtrait que la perspective d'un changement du système mondial dans les dix ans à venir est extrêmement éloignée. Le véritable défi stratégique auquel nous sommes confrontés aujourd'hui – et qui est sous-entendu dans le rapport spécial du GIEC de 2018 – n'est pas un changement de système dans les dix ans à venir, mais une lutte acharnée pour forcer les élites (même à contrecœur) à effectuer les changements structurels nécessaires pour stopper le réchauffement climatique dans les dix années qui nous restent. C'est un combat que nous devrions mener – et que nous mènerons — dans le contexte d'une lutte d'ensemble pour mettre fin au capitalisme et établir une société écosocialiste durable.

Les réformes ne sont pas nécessairement réformistes. La voie la plus efficace vers un changement révolutionnaire passe par la lutte pour des revendications partielles et transitoires – le « zéro carbone » d'ici 2030 en est un bon exemple. La lutte pour de telles exigences génère à la fois une auto-organisation et une conscience écologique et peut amener la lutte à un stade plus élevé et plus radical. En tout cas, si nous ne sommes pas capables de construire le type de mouvement capable de forcer le capitalisme à faire de grands changements, comment allons-nous construire un mouvement capable de l'exproprier par des moyens révolutionnaires ? Nous ne pouvons pas mettre fin au capitalisme en demandant simplement qu'il cesse – même si nous nous répétons souvent.

Nous ne sommes pas opposés au changement révolutionnaire – bien au contraire. Mais mettre en jeu l'avenir de la planète dans un scénario aussi improbable que la révolution mondiale d'ici dix ans est extrêmement imprudent. Rien n'indique qu'une telle vague révolutionnaire est en route, et ses partisans ne font aucune proposition quant à la manière de la provoquer. La politique, au niveau international, continue de se déplacer vers la droite. Certains camarades parlent de fascisme rampant – il y a certainement un autoritarisme rampant. Trump pourrait même être réélu en novembre 2020, ce qui ne suggère pas un équilibre mondial des forces en faveur d'une révolution écosocialiste mondiale.

Derek Wall le dit très bien dans son nouveau livre *Climate Strike* [The Merlin Press, juillet 2020] où il dit ceci :

« Le défi est que si le système économique, voire le système social de base, doit être transformé pour protéger l'humanité et le reste de la nature, cela ne peut pas être réalisé facilement ou rapidement. Le changement climatique et les menaces environnementales moins visibles exigent une

action presque immédiate, de sorte que des interventions sont nécessaires de suite. Par conséquent, la politique du changement climatique doit adopter une approche apparemment contradictoire, en intervenant directement et immédiatement pour ralentir les émissions, mais en travaillant de manière plus fondamentale et à long terme pour promouvoir la création d'un mode de vie différent avec toutes les complexités et les institutions et pratiques que cela exige » (page 2).

Il est intéressant de noter que la gauche radicale ne propose pas la révolution sociale comme condition préalable à d'autres grands domaines de lutte, alors pourquoi avec la lutte écologique ? Dans le mouvement des femmes, par exemple, la gauche s'engage dans la lutte (souvent avec succès) pour un changement majeur ici et maintenant, alors que le capitalisme existe toujours. Elle considère la lutte pour les réformes comme une partie de la lutte d'ensemble contre le capitalisme lui-même – y compris les luttes contre les salaires de misère, le racisme, l'homophobie, et pour les droits civils et humains.

Le jamais assez bien

Certains, à gauche, qui réclament un changement de système mondial comme solution immédiate, s'opposent ensuite à certaines des principales revendications de changement radical ici et maintenant. De tels changements, dit-on, sont soit de la poudre aux yeux, soit pas assez révolutionnaires, soit présentent un défaut inacceptable. On pourrait appeler cela du « jamais assez bien ». Nombreux sont ceux qui soutiennent une approche transitoire, mais pas ces propositions spécifiques, tout en ne formulant pas de revendications pour l'illustrer.

Le transport routier, qui représente environ 20% des émissions mondiales de CO_2, en est un excellent exemple. Selon l'Agence européenne pour l'environnement, les voitures sont les plus grandes coupables, puisqu'elles produisent 60,7% de ces émissions. Les véhicules lourds en produisent 26,2%, les véhicules utilitaires légers 11,9%, la navigation maritime 13,6%, l'aviation civile 13,4% et les chemins de fer 0,5%. L'OMS (Organisation mondiale de la santé) a identifié les émissions des véhicules à moteur comme le plus grand risque environnemental pour la santé à l'extérieur dans le monde, contribuant à 3,7 millions de décès par an. Pourtant, de nombreux membres de la gauche radicale s'opposent à l'électrification, une mesure qui aurait un avantage immédiat – même si cela signifie le maintien du moteur à combustion interne (MCI)

Même la décision d'un nombre croissant de gouvernements de rendre le moteur à combustion interne (essence et diesel) illégal dans un délai de 10 à 40 ans – 15 ans dans le cas du Royaume-Uni. Cela – malgré les propositions au sommet de l'échelle – a effectivement signifié la fin du MCI puisque l'industrie est obligée de répondre à la date la plus proche et non la plus éloignée, car son calendrier de réoutillage pour les nouveaux modèles est d'environ 10 ans. Les constructeurs automobiles – après des décennies de blocage de l'électrification, cela en alliance avec les producteurs de pétrole – font maintenant des pieds et des mains pour introduire des modèles électriques. La gauche semble totalement indifférente à tout cela. [Vous trouverez ici un article sur « La révolution des voitures électriques ».]

De nombreux membres de la gauche se sont également opposés au péage urbain embouteillages (c'est-à-dire le péage de la pollution) dans les centres-villes. Socialist Resistance (SR) soutient le « Congestion Charging » [soit péage urbain à Londres : droit de circulation frappant certaines catégories de véhicules automobiles qui entrent dans le centre-ville], ainsi que les zones à faibles émissions pour réduire le trafic urbain et la pollution. SR fait également campagne pour des transports publics accessibles, gratuits, sûrs et fiables, disponibles 24 heures sur 24 et dotés d'un personnel syndiqué et bien rémunéré.

Un autre grand « non » de la gauche a été toute notion de responsabilité environnementale personnelle pour nos propres empreintes carbone et écologique : c'est-à-dire faire plus attention à ce que nous mangeons, en particulier la viande, au moyen de transport que nous choisissons, à la quantité d'énergie que nous gaspillons et à la quantité de déchets que nous produisons. C'est ce que demande le rapport du GIEC qui reconnaît que si la responsabilité principale de ce changement est institutionnelle et gouvernementale, il y a aussi une importante responsabilité personnelle, en particulier dans les pays riches. La responsabilité personnelle et le comportement sont des choses que les partisans du mouvement de libération des femmes, par exemple, ont toujours prises au sérieux – « le personnel est politique » – et attendent des normes de comportement dans la vie personnelle des gens

L'opposition à l'imposition de demandes aux gouvernements ou aux institutions gouvernementales – comme les Nations unies ou le processus des COP – est une autre caractéristique de cette situation, qui est récemment réapparue sous la forme de l'accord de Glasgow en prévision de la COP-26 de Glasgow, en novembre 2021.

Faire payer les pollueurs pour la solution

Pour forcer un changement structurel majeur contre la volonté des élites, il faudra un mouvement de masse, qui sera généré de la manière la plus efficace par des revendications à fort impact pouvant susciter un soutien de masse, non seulement parmi les militant·e·s écologistes, mais aussi parmi la population en général, puisqu'elle est touchée par la crise.

Pour ce faire, il faut rendre les combustibles fossiles bien plus chers que les énergies renouvelables par des moyens socialement justes, qui redistribuent les richesses des riches vers les pauvres, qui peuvent entraîner une forte réduction des émissions dans le temps disponible et qui sont capables (et c'est crucial) d'obtenir un soutien populaire. Cela signifie qu'il faut taxer lourdement les pollueurs à la fois pour réduire les émissions et pour garantir que les pollueurs financent la transition vers les énergies renouvelables.

Une proposition sur la table à cet égard est la proposition de James Hansen concernant les frais et les dividendes. Elle fournit le cadre d'une très forte réduction des émissions, ici et maintenant, alors que le capitalisme existe, et sur la base d'un important transfert de richesse des riches vers les pauvres (comme indiqué ci-dessus) afin de le faire progresser [1]]. Il faudrait, comme il le reconnaît, qu'elle s'accompagne d'un programme intensif de production d'énergie renouvelable pour répondre à la demande que ses incitations créeraient. Il faudrait aussi un grand programme d'économie d'énergie, une forte réduction de l'utilisation du moteur à combustion interne, l'abolition de l'élevage industriel et une forte réduction de la consommation de viande.

On pourrait s'attendre à ce que la gauche soutienne une telle imposition – puisqu'elle soutient l'imposition des riches – mais ce n'est pas le cas. La plupart des membres de la gauche radicale s'opposent aux taxes sur le carbone avec une férocité difficile à comprendre. Il est intéressant de noter qu'ils n'appellent pas à l'abrogation des taxes carbone déjà existantes sur l'essence et le diesel, par exemple. C'est sans doute parce qu'ils ne veulent pas être associés à ce qui est en fait un programme de négationnisme climatique de droite.

Il est parfois avancé que la taxation peut être régressive – ce qui est effectivement vrai. Mais si c'est le cas, nous devons nous y opposer. Nous ne devrions soutenir ces taxes que si elles sont introduites dans le cadre d'un système fiscal d'ensemble et socialement progressif qui dédommage les plus pauvres lorsqu'ils sont affectés de manière disproportionnée par une taxe particulière. Il est parfaitement possible de le faire ; c'est un choix politique.

Il y a là aussi un point politique crucial. C'est que la réduction des émissions de cette manière est en fin de compte la seule façon progressiste/démocratique de le faire, car cela signifie que cette taxation peut être effectuée dans le cadre d'un système de taxation d'ensemble qui est fortement progressif. Les autres alternatives, souvent avancées par la gauche, telles que la réduction de la production par décision gouvernementale ou le rationnement ne fonctionnent pas, et peuvent même avoir de graves conséquences. Une telle action générerait une réaction populaire à l'instar des gilets jaunes, et le rationnement créerait un marché noir.

Des taxes progressives sur le carbone, correctement appliquées, peuvent cependant être le moteur qui peut faire baisser rapidement les émissions de carbone et ouvrir la porte à un changement plus large. Nous ne devrions pas insister sur le projet de James Hansen dans tous ses détails. Il se peut fort bien que d'autres propositions allant dans le même sens, aujourd'hui ou à l'avenir, puissent être envisagées – mais discutons-en.

D'importantes taxes sur le carbone existent déjà dans la plupart des pays sous la forme de taxes sur l'essence et le diesel pour l'usage routier qui ne font pas partie d'un programme progressif, ou pas suffisamment. Il est important que la gauche défende la nécessité des taxes sur le carbone et les présente dans le contexte d'une redistribution de l'argent des riches vers les pauvres.

Les carburants pour l'aviation et les combustibles maritimes restent cependant totalement non taxés, bien qu'ils représentent une part croissante des émissions mondiales de carbone liées à l'énergie (actuellement de 4%). Ces carburants ont été explicitement exclus du protocole de Kyoto et ils ne sont pas soumis aux taxes largement appliquées aux carburants de transport routier. D'importantes campagnes ont été menées à ce sujet, notamment par Oxfam et le WWF.

Un véritable changement est-il possible ?

L'idée que rien de significatif ne peut être changé tant que le capitalisme existe encore est non seulement un frein à la lutte mais n'est pas historiquement exacte.

Le niveau de conscience populaire sur la crise environnementale a été transformé ces dernières années.

De nombreux changements importants ont été obtenus au cours des 50 ou 60 dernières années, ce qui représente un changement très significatif. Des victoires ont été remportées contre l'énergie nucléaire, par exemple en Allemagne et au Japon – de même que contre l'extension des aéroports. La campagne internationale pour sauver les baleines dans les années 1970 et 1980 a abouti au moratoire sur la chasse commerciale à la baleine en 1986. Il a permis de réduire massivement le massacre qui avait lieu depuis le milieu du XIXe siècle. Actuellement, le Japon, la Russie et un certain nombre d'autres nations continuent de s'opposer à ce moratoire.

Le trou dans la couche d'ozone a également été réparé, pour l'instant du moins, par une réduction de 80% de l'utilisation des CFC [chlorofluorocarbures : gaz fluorés, répandus comme liquides réfrigérants dans la réfrigération et les climatiseurs ou comme propulseurs en aérosols], depuis la signature du protocole de Montréal en 1987. En Grande-Bretagne, la fracturation a été stoppée après une longue campagne. Les récentes décisions d'imposer des taxes sur les sacs en plastique peuvent faire une énorme différence en termes de pollution du plastique. Il suffit de voir l'impact de l'émission de la BBC Blue Planet II sur le débat sur la pollution plastique et la biodiversité. Même le niveau inadéquat d'énergie renouvelable actuellement produit n'existerait pas si les écologistes n'avaient pas mené des campagnes durant des décennies. En fait, la possibilité d'apporter un changement fondamental est créée au cours de la lutte pour un changement partiel et immédiat.

Une instance pour le changement

La lutte contre le changement climatique et la destruction de l'environnement nécessitera la plus large coalition de forces jamais constituée. Cette coalition devrait englober les Blockadia de Naomi Klein, dans lesquels elle inclut ce qu'elle appelle « les nouveaux guerriers du climat », c'est-à-dire ceux qui sont en première ligne des luttes contre les industries extractives en particulier, les pipelines, les mines à ciel ouvert et la fracturation.

Cette coalition doit inclure ceux qui défendent les forêts et les ressources en eau douce et ceux qui résistent aux barrages sur des rivières qui détruisent les écosystèmes existants. Elle doit inclure les peuples indigènes qui ont été l'épine dorsale de tant de ces luttes, ainsi que les jeunes grévistes scolaires et ceux qui les soutiennent et qui ont été une source d'inspiration au cours des deux dernières années. Et elle doit inclure les militants de Extinction Rebellion qui ont apporté une nouvelle énergie au mouvement pendant la même période.

Elle devra également accueillir les partis verts les plus radicaux aux côtés des grandes ONG telles que les Amis de la Terre, Greenpeace, le WWF, la RSPB (Royal Society for the Protection of Birds), qui se sont développées et radicalisées ces dernières années aux côtés des nouveaux groupements qui sont apparus sur la scène comme Avaaz et 38 Degrees. Ces organisations se sont radicalisées, notamment à l'approche de la COP-25 de Paris. Elles disposent d'une capacité de mobilisation impressionnante. Un tel mouvement doit avoir une vision plus large, embrassant le mouvement syndical, mais aussi les peuples indigènes du monde entier, ainsi que les grands mouvements sociaux, comme La Via Campesina et le Mouvement brésilien des travailleurs sans terre (MST).

L'implication des syndicats est cruciale, même si elle reste difficile dans une période aussi défensive. Des progrès ont néanmoins été réalisés grâce à des initiatives telles que la campagne pour un million d'emplois verts en Grande-Bretagne, qui bénéficie du soutien de la plupart des grands syndicats et du TUC (Trades Union Congress, fort de 7 millions d'adhérents). Quant à la campagne pour une « Transition juste » (c'est-à-dire une transition socialement juste des combustibles fossiles aux emplois verts), elle bénéficie du soutien de la CSI (Confédération syndicale internationale) au niveau international et aborde la question de la protection de l'emploi lors du passage aux énergies renouvelables. Elle ouvre ainsi la porte à une implication plus profonde des syndicats dans la lutte écologique.

Le véritable test1, cependant, sera de savoir si, au fur et à mesure que l'impact de la crise se fera sentir, Blockadia pourra embrasser un mouvement beaucoup plus large qui attirera les millions de personnes qui n'ont pas été des militant·e·s du climat mais qui sont poussées à résister par l'impact de la crise sur leur vie et leurs chances de survie. Cela signifie précisément des exigences, telles que celles décrites ci-dessus, qui peuvent lier les réductions rapides des émissions de GES à un transfert de richesse des riches vers les pauvres.

En attendant, la campagne de l'année prochaine sera axée sur la COP-26 à Glasgow, dont la tâche est de transformer la COP-25 de Paris en quelque chose qui fonctionne. Nous devons nous mobiliser pour exiger qu'elle le fasse et réfuter ceux qui affirment que les gouvernements et les institutions internationales ne devraient pas être notre priorité. Les conférences de la COP sont un point de ralliement depuis de nombreuses années et celle-ci est la plus importante à ce jour. La tâche des écosocialistes, et même du mouvement au sens large, est d'exiger sa mise en œuvre complète, de construire le mouvement et de faire avancer la lutte dans ce processus. Toute autre solution serait de priver le mouvement de sa meilleure chance de faire avancer la lutte.

Greta Thunberg et le mouvement qu'elle a dirigé ont fourni un modèle pour défier les élites sur tout cela. Il s'agissait d'exiger qu'elles agissent pour renverser la situation et de rejeter leurs excuses

pour ne pas le faire. C’est la position que nous devons adopter à Glasgow l’année prochaine : exiger qu’ils agissent. Les écologistes ont raison de souligner que les gouvernements peuvent apporter rapidement des changements majeurs lorsqu’ils décident de le faire – par exemple, faire la guerre. Ils peuvent transformer leurs économies en quelques mois. La crise Covid elle-même nous a également appris que les gouvernements peuvent trouver d’énormes sommes d’argent lorsqu’ils décident de le faire.

En fin de compte, si le capitalisme est confronté à la destruction de la capacité de la planète à maintenir la vie humaine, et à la multiplication des catastrophes environnementales dans les régions riches du monde, il agira enfin pour la résoudre. Le problème est qu’ils laisseront faire jusqu’à ce qu’il soit trop tard pour éviter une destruction massive. Et ils le feront par des moyens dictatoriaux et aux dépens des populations les plus démunies de la planète. La lutte pour sauver la planète peut donc être définie plus précisément comme une lutte pour sauver la planète d’une manière démocratique, socialement progressiste et écologiquement durable.

Comité de rédaction de Socialist Resistance

P.-S.

• Article publié sur le site Socialist Resistance, le 30 octobre 2020 ; traduction rédaction A l’Encontre initialement publiée le 4 novembre en deux parties :
http://alencontre.org/ecologie/ecosocialisme-un-debat-strategique-i.html
http://alencontre.org/ecologie/ecosocialisme-un-debat-strategique-ii.html

Notes

[1] Dans *Scientific American* (10 avril 2017), James Hansen : « La seule façon efficace de lutter contre le changement climatique est de faire en sorte que le prix des combustibles fossiles intègre leur coût pour la société. Cela pourrait se faire de manière simple en percevant une redevance auprès des entreprises de combustibles fossiles qui augmenterait progressivement au fil du temps – une redevance et un dividende sur le carbone. Des études montrent que cela serait bénéfique pour l’économie et il s’agit d’une approche prudente, où l’on laisse le marché nous faire évoluer vers une meilleure situation.

J’appelle cela une redevance carbone parce que vous donneriez tout l’argent au public, un dividende à chaque résident légal… La seule façon pour le public d’autoriser une redevance carbone est de lui donner de l’argent – les gens ne veulent pas voir le prix de l’essence à la pompe augmenter. » (Réd.)